

Projet de loi climat et résilience : très insuffisant!

2020 a été déclarée deuxième année la plus chaude après 2016 (qui supportait l'effet d'un fort El Nino). La biodiversité dégringole, l'acidification océanique se poursuit, le manque d'eau se fait sévèrement sentir dans diverses parties du monde. Et pourtant...



La loi Climat et résilience était censée transcrire les mesures des 150 citoyen(ne)s de la Convention citoyenne pour le climat. Emmanuel Macron avait à plusieurs reprises promis de les reprendre sans filtre. L'atterrissage est rude tant leurs propositions ont été vidées, raison pour laquelle ils ont noté très sévèrement la façon dont l'exécutif les a reprises. C'est pourtant l'occasion d'enclencher de réels changements contre le changement climatique. Mais le gouvernement reste sourd et aveugle.

La Loi ne permettra pas d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2030, alors que cet objectif a déjà été jugé caduc par l'UE qui prône une réduction de 55% (trop faible au demeurant). Mais le gouvernement reste sourd et aveugle.

Le gouvernement se cantonne de mesures dérisoires, influencé par les lobbies qui cherchent à préserver leurs intérêts de court terme. 75% de la population française est convaincue qu'il faut changer de mode de vie pour notre avenir. La Loi est sévèrement critiquée par le Haut Conseil pour le Climat, le Conseil national de la transition écologique, le Conseil économique, social et environnemental. L'inaction climatique de l'Etat est déclarée illégale par le Conseil d'Etat dans l'Affaire du Siècle: mais le gouvernement reste sourd et aveugle.

Comme pour de nombreux projets d'envergure, les parlementaires ont déposé des amendements. 44% de ceux-ci ont été jugés irrecevables (même pas débattus), notamment ceux destinés à améliorer l'impact de la loi. Ainsi sur la responsabilité écologique des grandes entreprises et des acteurs financiers. Ailleurs, tous les amendements ambitieux qui devaient renforcer le texte et être débattus en commission, ont été écartés par la majorité et le gouvernement. Le ministre des transports a même menti sur l'extension de l'aéroport de Roissy, soi-disant abandonné alors que le directeur des Aéroports de Paris avait indiqué quelques jours avant que le gouvernement lui avait demandé «un projet de futur terminal». Le gouvernement reste sourd et aveugle.

Les experts de campagne, chacune et chacun sur leurs thématiques, ont redoublé d'efforts pour proposer en amont des débats des amendements qui corrigent le tir sur de nombreux sujets: l'introduction d'une alternative végétarienne quotidienne obligatoire dans la restauration collective, l'obligation de rénovation énergétique performante des logements avec des aides adaptées, une trajectoire contraignante de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les grandes entreprises, l'arrêt des extensions d'aéroport, la suppression des vols quand une alternative ferroviaire existe en moins de 6h, l'introduction d'un délit de mise en danger de l'environnement réellement utile et applicable ou encore l'interdiction de la publicité pour les produits polluants. Sur tous ces sujets, aucune avancée sérieuse. Le gouvernement reste sourd et aveugle.

La proposition du gouvernement concernant un repas végétarien quotidien dans la restauration collective a été votée telle quelle, sans caractère obligatoire et sans l'étendre à l'ensemble de la restauration collective. Elle aura un impact dérisoire. Le gouvernement reste sourd et aveugle.

Sur l'aviation, la majorité parlementaire a repoussé les amendements de mise en concurrence avec le ferroviaire, la proposition inscrite ne concerne qu'une partie infime des vols intérieurs et n'interdit pas les projets d'extension d'aéroport. Le gouvernement reste sourd et aveugle.

Enfin, sur la rénovation énergétique, la ministre du logement a torpillé toutes les mesures qui auraient pu permettre de vraies avancées pour lutter contre la précarité énergétique et les passoires thermiques. Quant à la publicité pour les produits polluants (SUV, vols aériens, croisière, etc.), les députés se sont contentés de l'interdiction de la publicité pour le gaz ou le pétrole. Autant dire rien du tout. France, terre des libertés et lumière de la planète, qu'es-tu devenue ?

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

D'après Green Peace France: <https://www.greenpeace.fr/loi-climat-des-debats-deconnectes-des-urgences-climatique-et-sociale/>